sujet de l'article de \$5,000 pour les dépenses, en rapport avec l'émission et le rachat des billets de banque fédéraux, je désire ajouter les mots : "nonobstant toute chose à ce contraire, dans l'Acte du service civil."

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Qu'allez-vous faire de ce montant.

M. FOSTER : Je vais vous dire. Ce montant est pour les dépenses, en rapport avec l'émission et le rachat des billets de banque fédéraux, il est porté pour la signature, la comptabilité et l'annulation des billets de banque fédéraux. Cet ouvrage est fait par dix ou douze femmes qui sont constamment employées, à tant par jour. La plupart d'entre elles, je crois, n'ont pas subi l'examen du service civil, et ne sont pas susceptibles d'être nommées pour la durée de leurs services. Si l'Acte du service civil s'appliquait à elles, comme il s'appliquerait autrement, dans ces cas, ce serait faire une grande injustice à ces femmes, qui sont vraiment capables de faire l'ouvrage et qui le font bien ; en les renvoyant et les remplaçant par un nombre égal d'autres personnes. Ainsi, je crois qu'il n'est que raisonnable, et sans aucun doute, la chambre agréera la proposition, que nous devrions les protéger et continuer de les employer à l'ouvrage, qu'elles ont fait, depuis dix ou onze ans.

M. DAVIS (I.P.-E.) : Suis-je dans le vrai en disant que autorisation a été donnée pour l'émission de billets de banque fédéraux jusqu'à la limite extrême de \$20,000,000 qu'autorise la loi.

M. FOSTER : Oui.

M. DAVIES (I.P.-E.) : L'honorable ministre a-t-il l'intention de demander au parlement l'autorisation d'augmenter cette émission ?

M. FOSTER : Ce n'est pas encore tout à fait décidé. A l'heure qu'il est, je ne demande pas cette autorisation, mais avant la fin de la session, des circonstances peuvent se présenter qui rendraient désirable cette demande au parlement.

M. DAVIES (I.P.-E.) : L'honorable ministre peut-il dire quelle est l'émission réelle ?

M. FOSTER : Je ne saurais le dire exactement, mais elle est de bien près de \$20,000,000 ; mais il existe de certaines causes à cela, qui, probablement, ne dureront pas longtemps.

Billets fédéraux : impression \$45,000

M. McMULLEN : Je remarque l'article de \$45,000, pour l'impression des billets de banque fédéraux. Pas moins de \$49,900 ont été dépensés, l'année dernière, et près de \$5,000 ont excédé le crédit.

M. FOSTER : L'honorable député remarquera que la somme de \$45,000 est pour 1892-93, l'année courante. L'année précédente est l'année où \$49,900 ont été dépensés, et cette dépense a été faite, sous l'ancien contrat. On voudra bien observer que, l'année dernière, un nouveau contrat a été conclu, en vertu duquel l'ouvrage sera fait pour une moindre somme, et quoique \$49,900 aient été dépensés d'après l'ancien contrat, on constatera que la somme de \$45,000 suffit à l'accomplissement de l'ouvrage, d'après le nouveau contrat.

M. FOSTER.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Y a-t-il d'autres maisons que la "Burland Printing Company" qui impriment les billets de banque fédéraux pour le gouvernement ?

M. FOSTER : Non, notre contrat est avec cette compagnie, seulement.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Y a-t-il d'autres maisons concurrentes ?

M. FOSTER : Oui ; il y a une maison, à Montréal.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Y a-t-il d'autres maisons en état de soumettre pour l'ouvrage ?

M. FOSTER : Des soumissions ont été demandées.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Des soumissions ont été demandées, pour la forme, je suppose !

M. FOSTER : Ce n'était pas une simple formalité, au contraire, des soumissions, ont été demandées *bona fide*. Il y a une maison à Montréal qui fait de bon ouvrage, et on assure qu'elle est capable de faire l'ouvrage en question.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Cette maison a-t-elle fait une soumission ?

M. FOSTER : Oui.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Sa soumission était-elle plus haute ou plus basse que celle de la compagnie ?

M. FOSTER : Nous avons repassé toute cette affaire, l'année dernière. Des soumissions ont été faites par deux établissements, l'un desquels est la "Canada Bank Note Company," de Montréal, et l'autre, la "Burland Company." Il est bon de se rappeler que j'ai expliqué, l'année dernière, que le premier contrat a été signé avec la compagnie Burland, et c'était une des conditions du contrat que la compagnie devait venir à Ottawa, et y construire un édifice convenable pour y faire l'ouvrage. En vertu de ce premier contrat pour cinq ans, la compagnie s'en vint à Ottawa, et construisit un édifice sur la rue Wellington, un excellent édifice, sous tous rapports. Lorsque les soumissions ont été reçues, l'année dernière, et examinées, on a constaté que, dans l'ensemble, elles étaient aussi égales qu'elles pouvaient l'être, et le gouvernement décida de donner le contrat à l'ancienne compagnie, à cause des dépenses considérables qu'elle avait encourues pour se conformer aux exigences du gouvernement, en construisant un édifice, ici, afin que l'ouvrage fut plus immédiatement sous la surveillance du gouvernement.

M. McMULLEN : En ce qui concerne l'émission des billets de banque fédéraux sont-ils imprimés et signés, puis enfermés dans les voûtes du ministère des Finances ?

M. FOSTER : Oui.

M. McMULLEN : Sont-ils émis par l'entremise des différents receveurs généraux de la Confédération ?

M. FOSTER : Oui.

M. McMULLEN : Qui signe les billets de banque en dernier lieu ?

M. FOSTER : Ces femmes pour qui nous demandons ce crédit de \$5,000.